

**Centre d'aide aux victimes  
d'actes criminels de la Gaspésie  
et les Îles-de-la-Madeleine**

**États financiers  
au 31 mars 2011**

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats	4
Évolution des actifs nets	5
Flux de trésorerie	6
Bilan	7
Notes complémentaires	8 - 11
Renseignements supplémentaires	12



# Raymond Chabot Grant Thornton

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de  
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels  
de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

Raymond Chabot Grant Thornton  
S.E.N.C.R.L.  
Bureau 201  
107, rue Commerciale Ouest  
Chandler (Québec) G0C 1K0

Téléphone : 418 689-2683  
Télécopieur : 418 689-4674  
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine au 31 mars 2011 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

1

*Raymond Chabot, Coarant, Chartrand, S.É.N.-C.R.*

Chandler

Le 9 juin 2011

# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Résultats

pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	\$	\$
<b>Produits</b>		
Ministère de la Justice	461 556	542 980
Contributions pénales	3 300	7 905
Autres	<u>3 705</u>	<u>1 945</u>
	<u>468 561</u>	<u>552 830</u>
<b>Charges</b>		
Frais généraux	566 749	544 989
Intérêts et frais bancaires	<u>649</u>	<u>682</u>
	<u>567 398</u>	<u>545 671</u>
<b>Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges</b>	<u>(98 837)</u>	<u>7 159</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers et la note 3 fournit d'autres informations sur les résultats.

# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Évolution des actifs nets

pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

	Investis en immobilisations		2011	2010
	Non affectés	Total	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	21 587	130 473	152 060	144 901
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges		(98 837)	(98 837)	7 159
Amortissement des immobilisations	(2 893)	2 893		
Solde à la fin	18 694	34 529	53 223	152 060

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(98 837)	7 159
Éléments hors caisse		
Amortissement des immobilisations	2 893	3 564
Variations d'éléments du fonds de roulement		
Diminution (augmentation) des débiteurs	265	(17)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	102	(124)
Augmentation (diminution) des comptes fournisseurs et frais courus	(1 142)	803
Rentrées (sorties) nettes de fonds	(96 719)	11 385
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT</b>		
Immobilisations et sorties nettes de fonds		(4 451)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Apports reportés afférents aux opérations courantes et rentrées nettes de fonds	4 204	
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(92 515)</b>	<b>6 934</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	<u>127 154</u>	<u>120 220</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	<u><u>34 639</u></u>	<u><u>127 154</u></u>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie au début et à la fin représentent de l'encaisse.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Bilan

au 31 mars 2011

	2011	2010
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
Actif à court terme		
Encaisse	34 639	127 154
Réclamation de taxes à la consommation	5 169	5 434
Frais payés d'avance	421	523
	<u>40 229</u>	<u>133 111</u>
Immobilisations (note 4)	18 694	21 587
	<u>58 923</u>	<u>154 698</u>
<b>PASSIF</b>		
Passif à court terme		
Comptes fournisseurs et frais courus	1 496	2 638
Apports reportés afférents aux opérations courantes (note 5)	4 204	
	<u>5 700</u>	<u>2 638</u>
<b>ACTIFS NETS</b>		
Investis en immobilisations	18 694	21 587
Non affectés	34 529	130 473
	<u>53 223</u>	<u>152 060</u>
	<u>58 923</u>	<u>154 698</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil,

\_\_\_\_\_  
Administrateur

\_\_\_\_\_  
Administrateur

# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2011

---

### **1 - STATUTS ET OBJECTIFS DE L'ORGANISME**

L'organisme, constitué en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies (Québec), a pour objectif d'accueillir et offrir le réconfort et le soutien moral aux victimes d'actes criminels, d'informer les victimes d'actes criminels de leurs droits et recours, du processus judiciaire et les référer au besoin aux organismes spécialisés, d'offrir un support et un accompagnement aux victimes dans leurs démarches, d'informer et sensibiliser la population au vécu des victimes d'actes criminels et de recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature, les administrer et organiser des campagnes de souscription dans le but de recueillir des fonds pour des fins charitables. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

### **2 - CONVENTIONS COMPTABLES**

#### **Base de présentation**

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

#### **Estimations comptables**

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### **Actifs et passifs financiers**

L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations du chapitre 3861, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation », du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* relativement à la présentation et aux informations à fournir afférentes aux instruments financiers.

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur.

Par la suite, les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés comme il est décrit ci-après.

#### *Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction*

L'encaisse est évaluée à sa juste valeur et les variations qui en découlent sont comptabilisées à l'état des résultats, le cas échéant.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction parce que l'organisme juge que l'information financière générée par ce classement est plus pertinente pour les prises de décision et qu'elle permet de mieux évaluer la performance de l'organisme.



# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2011

### 2 - CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

#### *Autres passifs financiers*

Les comptes fournisseurs et frais courus sont évalués au coût après amortissement calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers). Les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont présentés à l'état des résultats au poste dépenses d'intérêts, le cas échéant.

#### **Constatation des produits**

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes des actifs nets.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'organisme est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie l'encaisse et les placements dont le terme est égal ou inférieur à trois mois.

#### **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport ou à la valeur symbolique de 1\$ si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux annuels qui suivent:

	<u>Taux</u>
Mobilier	10 %
Matériel informatique	30 %

### 3 - INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	\$	\$
Amortissement des immobilisations	2 893	3 564

# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2011

### 4 - IMMOBILISATIONS

	2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Mobilier	34 751	18 626	16 125
Matériel informatique	24 437	21 868	2 569
	<u>59 188</u>	<u>40 494</u>	<u>18 694</u>
	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Mobilier	34 751	16 834	17 917
Matériel informatique	24 437	20 767	3 670
	<u>59 188</u>	<u>37 601</u>	<u>21 587</u>

### 5 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX OPÉRATIONS COURANTES

	2011	2010
	\$	\$
Montant encaissé au cours de l'exercice	5 000	
Montant constaté à titre de produits	(796)	
Solde à la fin	<u>4 204</u>	<u>-</u>

### 6 - OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS, ET RISQUES FINANCIERS

#### Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

L'organisme ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

#### Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

#### Risque de crédit

L'instrument financier qui expose potentiellement l'organisme à un risque de crédit est principalement l'encaisse. L'organisme a déposé son encaisse dans une institution financière de bonne réputation et la direction juge que le risque de perte est négligeable.

# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Notes complémentaires

au 31 mars 2011

### 6 - OBJECTIFS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS, ET RISQUES FINANCIERS (suite)

#### *Risque de liquidité*

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

#### **Juste valeur**

##### *Instruments financiers à court terme*

La juste valeur des actifs et des passifs financiers à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

### 7 - ENGAGEMENT

L'organisme s'est engagé, d'après un contrat de location échéant en 2017, à verser une somme de 129 356 \$ pour un loyer. Les paiements minimums exigibles pour les 6 prochains exercices s'élèvent à 21 564 \$ en 2012 et 2013, 21 762 \$ pour 2014, 22 753 \$ pour 2015 et 2016 et 18 960 \$ pour 2017.

Ce contrat comporte une option de renouvellement automatique pour une période additionnelle de cinq ans à moins que l'une des parties ne décide d'y mettre fin par un avis écrit au moins 90 jours avant la fin du bail.

### 8 - POLITIQUES ET PROCÉDURES DE GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, les objectifs de l'organisme sont les suivants :

- préserver la capacité de l'organisme de poursuivre ses activités;
- rencontrer ses obligations financières.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	\$	\$
Actifs nets	53 223	152 060
Apports reportés	4 204	
	<u>57 427</u>	<u>152 060</u>

L'organisme gère son capital principalement par le biais de la recherche de subventions auprès des gouvernements. De plus, l'organisme s'assure d'avoir le financement à long terme nécessaire pour ses investissements en immobilisations.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, l'organisme peut être amené à modifier les dépenses prévues pour la réalisation de certaines de ses activités.

L'organisme n'est pas soumis, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant son capital.

# Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

## Renseignements supplémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	\$	\$
<b><i>FRAIS GÉNÉRAUX</i></b>		
Salaires et charges sociales	471 407	446 215
Location d'équipement	595	525
Entretien et réparations	2 768	2 603
Papeterie et impression	8 232	9 680
Cotisations	428	814
Assurances	4 223	4 231
Télécommunications	7 666	7 296
Charges locatives	24 146	23 924
Promotion, représentation et frais de déplacements	33 005	35 263
Dépenses projet spécifique	796	
Honoraires professionnels	2 076	2 076
Publicité et promotion	2 498	5 728
Formation	4 821	1 885
Autres	1 195	1 185
Amortissement des immobilisations	2 893	3 564
	<u>566 749</u>	<u>544 989</u>